

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

**Bonjour.**

Quelques mots !

La France vit une sombre époque comme naguère, sous la présidence Sarkozy... Et comme j'ai écrit récemment à quelques correspondant-e-s, l'on se retrouve avec une bonne partie de son écurie, à celui-là, dans les ministères encore : presque une tragicomédie ! Oui, la France est en mauvaise passe car ce gouvernement actuel qui applique pratiquement à la lettre et rapidement les directives européennes, est en train de provoquer des crises dans plusieurs secteurs économiques d'importance...

(Toujours la même méthode avec les néolibéraux : la stratégie du Choc pour faire passer la pilule amère !)

Bonne lecture !

@+

JJPR

---

**Incidemment, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :**  
[jj-pat-rey.com/JJ-REY\\_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html](https://jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html)

**Sommaire :**

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :  
[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html)

et pour toutes les années (de 2004 à 2023) par :

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

**- CALAMITEUX GOUVERNANTS ICI ET AILLEURS**

*par Jean-Jacques REY*

**- LE RAISONALISME ÉCONOMIQUE POUR SORTIR D'UN CYCLE INFERNAL**

*par Gustave TATOUCHE*

**- MÉANDRES DE LA POLITIQUE : ORGANISER LE PESSIMISME**

*par Groupe Jean-Pierre VERNANT*

**- CRI DE COLÈRE ET D'ALARME**

*par Guy CRÉQUIE*

**- LETTRE À UN ENFANT DE GAZA**

*par Chris HEDGE*

---

## **CALAMITEUX GOUVERNANTS ICI ET AILLEURS**

Déjà peu fort et infirmé, le crédit de la France sur la scène internationale va être ruiné complètement sous peu, j'estime. Voilà ce que c'est le « *en même temps* », il se réunit dans la salle d'eau (...) et les communiants de l'année vont pouvoir attendre gentiment qu'il s'en aille batifoler ailleurs ! Ce n'est pas en attirant l'attention sur des boucs émissaires (par exemple les immigrants) que l'on sauve les intérêts de la France...

Nous sommes la risée du monde entier, c'est ça, la vérité. Qui plus est, nous sommes devenus les supplétifs de l'*Oncle Sam* qui veut bien nous accepter comme tels. Cette présentation-ci, nous ne l'entendrons pas dans les médias contrôlés où pullulent les courtisans ; mais cette vérité est un état de fait qui impacte nos vies. Alors s'occuper des prochaines élections étasuniennes comme si c'était nos affaires de la plus haute importance, je

doute d'un regain d'intérêt actuellement chez nos compatriotes, engendré par cette fébrilité de damoiseau !

Le « *réarmement* » de la France, c'est d'abord l'abandon des politiques néolibérales, stupides et néfastes. Par ailleurs, dramatiser et instiller la peur à tout propos, tout moment, pour gouverner contre son peuple, est une faute grave. Multiplier à ces fins les effets de com., ainsi que les gesticulations et les rideaux de fumée pour détourner l'attention des citoyen-ne-s, n'y changeront rien. La postérité jugera et les faux-semblants paraîtront bien minables.

Cela dit et cependant, à propos du conflit en cours au Proche Orient, la politique de la France, ces temps-ci, m'apparaît un peu plus claire (et honorable) si elle manque de moyens voire de cohérence...

**En effet, pilonner et massacrer par milliers des populations civiles, ils appellent ça faire la guerre, les Israéliens : aucune distinction entre combattants et les innocents, désarmés, dont une majorité d'enfants et de femmes...**

**Benjamin NETANYAHU** est un dirigeant retors et sectaire, sans scrupules et sans retenue (vous me direz que ce n'est pas une exception), et j'ajouterai qu'il est sans clairvoyance et grandeur. Ainsi donc, il peut difficilement prétendre à la considération et le respect de n'importe quel individu avisé et responsable sur Terre. Ce type va descendre dans les caniveaux de l'Histoire et Israël serait bien inspiré de s'en débarrasser au plus vite ; car il n'a pas peur de déclencher un conflit mondial pour sauver son siège éjectable ! Ils sont complètement délirants, lui et ses acolytes d'extrême-droite, avec leur idée de « *Grand Israël* », basé sur le défi et le mépris des lois internationales et les résolutions de l'O.N.U, condamnant notamment leurs empiètements et occupations illégales de territoires en Cisjordanie.

Évidemment, à propos du blocus et pilonnage intensif de Gaza qui s'éternise, les qualifications de crimes de guerre sont à retenir, si ce n'est pas plus grave encore (...) et ils en sont responsables pour ce qui concerne les Israéliens.

Quelques énergumènes, dans ce gouvernement Netanyahu, ont le profil idoine pour rejoindre d'autres parias sur la scène politique, mondiale, et il faudra bien cesser d'employer les deux poids, deux mesures, dans les relations internationales : que les néolibéraux et consort qui usent de ce procédé dans le monde entier, particulièrement dans le dit Occident qu'ils infestent, le sachent et le retiennent !

Soyons clairs et pour conclure, les néolibéraux et leurs ultras n'ont rien de

libéral en général. Ils ambitionnent de contrôler à leur profit les états, et ensuite, selon leurs habitudes, ils profitent de la désespérance qu'ils sèment dans les classes populaires pour saper les fondements des protections sociales et de la justice afférente ; et ainsi par retour de bâton, ils ouvrent la voie au totalitarisme et nationalisme conservateur.

Après, ils viennent nous asphyxier l'entendement avec la modernité et une « nécessaire » adaptation en tout genre (selon leurs vues). En pratique, avec eux, c'est le gouvernement par les minorités. Voilà qui commence à bien faire et ne peut qu'attiser les tensions sociales ! Pour eux, la défense des valeurs (démocratiques) a bon dos pour se plier à d'autres valeurs (bourgeoises), axées sur le primat de la marchandise, en y assimilant jusqu'aux qualités intrinsèques de l'être humain.

**Jean-Jacques REY**

[ji-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://ji-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

\*\*\*\*\*

**- En neuf articles -**

**La France, démocratie défailante : illustrations**

---

## **Vive la crise politique**

Jeudi 21 décembre 2023, par André Bellon

[pouruneconstituante.fr/spip.php?article2204](http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article2204)

[André Bellon, est un homme politique, écrivain et philosophe français. .../... En 1992, il est élu Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. .../... Retiré de la politique, critique sur les dérives du PS et de la vie politique française, il est un collaborateur régulier du Monde diplomatique. .../... Fondateur de l'association pour une Constituante dont il est président.]

Le vote de la loi concernant l'immigration peut être analysé de plusieurs manières. .../...

En fait, ce que les principaux responsables et leur presse aux ordres n'acceptent jamais de regarder, c'est l'état lamentable des institutions que

révèlent les évènements politiques depuis quelques mois. **Un gouvernement minoritaire et même largement illégitime depuis les élections de 2022 gouverne par ukases et refuse l'expression démocratique**, y compris celle du Parlement comme l'a montré le non-vote de la loi retraites, adoptée aux forceps via le 49-3.

Les évènements les plus récents ne sont pas un accroc temporaire et accidentel. Ils ne sont que le prolongement des dénis successifs de démocratie engagés depuis que Nicolas Sarkozy, avec l'aide des parlementaires, a bafoué le vote des Français exprimé le 29 mai 2005 ; depuis que les gouvernements successifs, face aux manifestations populaires, font la sourde-oreille, utilisent la force et la masquent par des débats inutiles ou des conventions qu'ils manipulent.

Répéter en boucle, dans ce champ de ruines, que « ce n'est pas la rue qui gouverne » et se féliciter d'avoir des institutions qui évitent la chute du gouvernement, n'est qu'une manière de dire « taisez-vous et laissez-nous diriger ». **En fait, il est anormal que, dans une crise politique aussi évidente, le gouvernement n'ait pas été renversé, qu'il n'y ait pas dissolution de l'Assemblée ou même que la place du Président de la République ne soit pas évoquée.**

Il ne s'agit pas de se réjouir de la crise profonde aujourd'hui. Il s'agit, en revanche, de la regarder en face de façon constructive et d'en tirer enfin les conséquences. On ne peut pas **parler perpétuellement de démocratie et la nier dans la pratique. .../...**

---

## Qui veut la mort du Parlement ?

Vendredi 26 mai 2023, par André Bellon

[pouruneconstituante.fr/spip.php?article2145](http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article2145)

C'est une espèce de panique qui semble atteindre les députés macronistes devant la proposition de loi du groupe **LIOT**. Celle-ci demande l'annulation de la loi retraite qui a tant suscité l'hostilité des Français.

A priori, leur opposition à cette proposition se base sur l'article 40 qui refuse tout texte qui détruit l'équilibre budgétaire. Argument fort discutable, la loi retraites ayant déjà remis en cause l'équilibre budgétaire voté et la loi retraites n'étant pas ce qu'on appelle un collectif budgétaire. D'après les textes (article 40), il appartient au Président de la Commission des finances de juger de l'irrecevabilité. Or celui-ci, Monsieur Eric Coquerel, ne partage pas cette opinion.

Outre des tentatives pour contourner le dit article 40, les thuriféraires d'Emmanuel Macron reviennent à leur habituelle tactique : ce qui ne sont pas avec eux sont irresponsables. Ainsi **Yaël Braun-Pivet**, Présidente de l'Assemblée nationale, déclare-t-elle « qu'elle ne peut concevoir une autre décision que l'irrecevabilité ». De son côté, **Élisabeth Borne**, fidèle à sa tactique du « pas vu, pas pris » affirme-t-elle qu'« il est assez irresponsable de la part d'un groupe parlementaire de laisser croire qu'on peut présenter une proposition de loi qui supprime 18 milliards (d'euros) de ressources ».

Mais, au-delà de ces tactiques pitoyables, la plupart des réactions des fidèles du Président insistent sur le fait qu'on ne peut supprimer une loi votée, mettant alors en avant la question des institutions. Car la loi retraite n'a pas été votée. Ce qui l'a été, c'est le rejet, de très peu, de la censure du gouvernement. Ainsi le permet l'article 49-3. Lorsqu'Élisabeth Borne, toujours dévouée, estime, mercredi 17 mai 2023, que la proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites est « inconstitutionnelle », se rend-elle compte qu'elle montre à quel point **la Constitution actuelle, avec toutes ses subtilités, permet de mettre à bas non seulement la volonté populaire et la démocratie, mais le Parlement lui-même. .../...**

---

## Résumé de nos arguments contre la surveillance française devant les juges européens

Posté le 13 décembre 2018

[laquadrature.net/2018/12/13/cour-de-justice-de-lue-resume-de-nos-arguments-contre-la-surveillance-francaise/](https://laquadrature.net/2018/12/13/cour-de-justice-de-lue-resume-de-nos-arguments-contre-la-surveillance-francaise/)

La semaine dernière, nous avons déposé devant la Cour de justice de l'Union européenne nos dossiers contre le régime de surveillance français. Cet événement marque l'aboutissement de trois années d'analyses, de débats et de rédaction menés par **La Quadrature du Net**, FFDN et FDN, principalement au travers des Exégètes amateurs (un groupe de bénévoles qui, depuis quelques mois, ont intégré ces différentes associations pour y poursuivre leurs activités). .../...

[ La Quadrature du Net (abrégé LQDN) est une association de défense et de promotion des droits et libertés sur Internet, fondée en 2008. Elle intervient dans les débats concernant la liberté d'expression, le droit d'auteur, la régulation du secteur des télécommunications, ou encore le respect de la vie privée sur Internet. .../... À l'échelle européenne et

mondiale, son action porte en particulier sur le paquet Télécom, le traité d'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA), et plus récemment sur les questions de filtrage d'Internet et de neutralité des réseaux. .../...  
fr.wikipedia.org ]

En juillet dernier, nous vous faisons le récit de nos trois années de procédure devant les juges français. Depuis, tel que nous l'espérons, le Conseil d'État a accepté de poser à la Cour de justice de l'Union européenne cinq questions portant sur la conformité du régime français de surveillance au regard du droit de l'Union européenne (ces cinq questions ont été transmises par deux décisions rendues le 26 juillet 2018, une première portant sur la loi renseignement et une seconde sur la conservation généralisée des données de connexion). .../...

### **Contre la loi renseignement**

Notre premier dossier, déposé par La Quadrature du Net, souhaite démontrer que la **loi renseignement, adoptée en 2015**, est largement contraire au droit de l'Union européenne et devrait donc être drastiquement modifiée pour ne plus permettre les abus qu'elle permet aujourd'hui. Avant de rentrer dans le détail de nos arguments, rappelons brièvement ce à quoi nous nous attaquons.

**Concrètement, la loi renseignement (codifiée au livre VIII du code de la sécurité intérieure) **permet aux services de renseignement de réaliser les mesures suivantes :****

- . intercepter des communications électroniques (téléphones, mails, etc.) ;
- . collecter des données de connexion (adresse IP, date et heure de communication, etc.) et de localisation auprès des opérateurs de télécommunication et des hébergeurs Web ;
- . exiger des opérateurs de leur transmettre en temps réel des données de localisation ;
- . dévoyer un réseau pour intercepter des données de connexion, typiquement à l'aide de dispositifs de type « IMSI-catcher » ;
- . pirater un terminal informatique (à distance ou en s'immisçant dans un lieu privé) pour accéder aux données qui y sont entrées, affichées ou enregistrées ;
- . capter des images et des conversations privées, à distance ou en posant micros et caméras dans des lieux privés ;
- . poser des dispositifs (type « sondes ») permettant de suivre la localisation de personnes et d'objets, notamment en entrant dans des lieux privés ;
- . intercepter sur un réseau l'ensemble des « communications internationales » – dont l'émetteur et/ou le récepteur est situé en dehors du territoire français.

**Toutes ces mesures peuvent être réalisées sur simple autorisation du Premier ministre, sans autorisation préalable d'un juge ou d'une autorité indépendante.** Pour être autorisées, il suffit qu'elles soient utiles à la défense de l'un des très nombreux « intérêts fondamentaux de la Nation » dont la loi dresse la liste (et qui ne se résument pas du tout à la seule lutte contre le terrorisme) – nous y reviendrons plus tard. De plus, ces mesures peuvent être prises contre n'importe quelle personne (suspectée ou non) du moment que sa surveillance est susceptible de révéler des informations utiles pour défendre ces « intérêts fondamentaux ».

Enfin, et cette fois-ci pour la seule finalité de lutte contre le terrorisme, **l'administration peut aussi recueillir en temps réel des données de connexion et placer sur les réseaux des dispositifs** (les fameuses « boîtes noires », détaillées ci-dessous) interceptant et traitant automatiquement les données acheminées afin de « détecter des connexions susceptibles de révéler une menace terroriste ».

Voilà pour ce que nous attaquons.

Quant à nos arguments, pour aller au plus simple, nous les résumerons à 5 idées : les « intérêts fondamentaux » pouvant justifier une mesure sont trop larges ; les données collectées sont excessives comparées aux objectifs poursuivis ; la loi n'encadre que la collecte des données, mais pas leur utilisation ; les mesures de renseignement ne sont pas soumises à un contrôle indépendant efficace ; nous ne pouvons pas vraiment agir en justice pour contester une mesure illicite. .../...

**Surveiller la population pour ces finalités est contraire au droit de l'Union européenne.** D'abord, le contour de certaines de ces finalités peut être arbitrairement défini par le gouvernement (politique étrangère, engagements internationaux, intérêts économiques...), sans limite prévue dans la loi. De plus, le gouvernement se permet de surveiller la population pour des infractions mineures (par exemple des manifestations non déclarées ou achat à titre individuel de stupéfiants) alors que le droit de l'Union prévoit que, en matière de lutte contre les infractions, la surveillance n'est autorisée que pour lutter contre des crimes graves. .../...

---

## **Libertés civiles : avec les mesures anti-Covid, la France classée dans les « démocraties défailtantes »**

Par Leïla Marchand. Publié le 3 févr. 2021 à 10:51

[lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/libertes-civiles-avec-les-mesures-anti-covid-la-france-classee-dans-les-democraties-defaillantes-1287000](https://lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/libertes-civiles-avec-les-mesures-anti-covid-la-france-classee-dans-les-democraties-defaillantes-1287000)

[Leïla Marchand est journaliste aux Echos depuis 2015. Elle écrit principalement les sujets tech, science et environnement pour le service web. .../...]

Les libertés ont reflué dans près de 70 % des pays du monde en 2020 à cause des restrictions provoquées par la lutte contre la pandémie, selon une étude de « The Economist ». La France est à la 24 e place sur 167 pays, après la perte de son statut de « démocratie à part entière ». La France a perdu son statut de « démocratie à part entière », avec un indice de démocratie s'élevant à 7,99 sur 10.

**L'état d'urgence sanitaire ne fait pas de bien à la démocratie.** Des voix s'étaient élevées dès les premières mesures de confinement, mettant en garde contre des dérives « liberticides » de la part des gouvernements. Un rapport de « The Economist » publié ce mercredi étaye ces craintes. Les mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 « *ont conduit à un énorme recul des libertés civiles en 2020* », pointe ce rapport annuel, qui évalue l'état de la démocratie dans 167 pays sur la base de cinq mesures (processus électoral et pluralisme, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique démocratique et libertés civiles). Noté sur une échelle de 0 à 10, le score moyen mondial est ainsi passé de 5,44 en 2019 à 5,37 en 2020. « *Il s'agit du pire score depuis la création de l'indice en 2006* », souligne « The Economist ». Au total, 116 pays, soit près de 70 %, ont connu une baisse de leur score par rapport à l'année précédente. Seuls 38 ont enregistré une amélioration et les 13 autres ont stagné.

.../...

« L'abandon volontaire de libertés fondamentales par des millions de gens a été peut-être une des occurrences les plus remarquables de cette extraordinaire année [...]. Mais nous ne pouvons pas conclure que le haut niveau d'acceptation des mesures de confinement signifie que les gens dévalorisent la liberté », a commenté Joan Hoey, responsable de l'étude.

**La France, « démocratie défailante »** .../...

Comme le Portugal, la France a connu un revirement et a perdu son statut de « démocratie à part entière » pour rejoindre la catégorie des « démocraties défailantes », avec un indice de démocratie s'élevant à 7,99 sur 10, contre 8,12 l'année dernière. Pour les chercheurs du groupe britannique, la France a perdu des points en raison des « restrictions de la liberté de déplacement » au travers de « plusieurs confinements et des couvre-feux nationaux », écrivent-ils dans leur rapport.

« La pandémie a mis en lumière la nature de la gouvernance dans les démocraties du XXIe siècle et, en particulier, la relation entre les gouvernements et le peuple, révélant des déficits démocratiques qui

*existent depuis longtemps* », analyse Joan Hoey. Sur les 167 pays et territoires couverts par le modèle, seuls 75 sont considérés comme des démocraties, dont seulement 23 comme des « démocraties à part entière ». Seuls les pays obtenant au moins un score de 8 entrent dans cette catégorie, dominée par la Norvège avec un indice de 9,81. La Suisse ou le Canada y figurent également. Sur la dernière décennie, la France n'a figuré que deux fois dans ce groupe : en 2019 et en 2014.

---

## **« Nous constatons un tour de vis sécuritaire très agressif » : les libertés associatives de plus en plus entravées**

par Vanina Delmas (Politis) 7 octobre 2020

[bastamag.net/repression-France-observatoire-libertes-associatives-cellule-demeter-coupe-subsventions-brutalites-physiques-perquisition-garde-a-vue](https://bastamag.net/repression-France-observatoire-libertes-associatives-cellule-demeter-coupe-subsventions-brutalites-physiques-perquisition-garde-a-vue)

[Vanina Delmas : Journaliste chez Politis, passionnée de sujets environnement (passée par Centre de Formation des Journalistes)]

**Le milieu associatif engagé dans la défense des droits humains, l'écologie ou la solidarité fait face à de multiples attaques des pouvoirs publics français qui mettent clairement en péril sa liberté d'expression et d'action, voire l'existence même de nombreuses structures.** *L'Observatoire des libertés associatives* vient de publier un rapport alarmant : état des lieux d'une répression en cours.

« Quelle reconnaissance et quel respect par les autorités publiques de la liberté d'action et de critique des associations ? » Une telle question ne devrait même pas se poser. Et pourtant, elle est au cœur du premier rapport de l'Observatoire des libertés associatives créé en mars 2019. Les neuf associations et les juristes, sociologues, économistes ou politologues composant l'observatoire pointent 100 cas d'associations dont les activités ont été réprimées, restreintes voire entravées par les pouvoirs publics.

.../...

### **Depuis 2015, l'escalade répressive est indiscutable**

Le rapport se focalise sur la période 2010-2020. Depuis 2015 se dessine une escalade de la violence et de la répression envers les associations et militants, notamment ceux revendiquant une mission de plaidoyer. Des mesures liées à l'état d'urgence sont entrées dans le droit commun, Nuit

debout et les manifestations contre la loi Travail en 2016 ont été violemment réprimées, tout comme le mouvement des Gilets jaunes. Sans oublier le contexte global de défiance des citoyens envers les pouvoirs publics.

.../...

### **Trois niveaux d'entraves visent les associations**

La première catégorie d'entraves, selon le rapport, est surtout symbolique. Il s'agit de discréditer les prises de paroles ou les actions. Les méthodes de l'association L214 ont été comparées à du terrorisme par le maire (LR) d'Alès, suite à une campagne dénonçant les souffrances animales dans l'abattoir de la ville. Ce genre d'attaques est par exemple récurrent dans les conflits entre municipalité et collectifs d'habitants engagés contre des projets de rénovation urbaine que ce soit à Roubaix, Amiens, Gennevilliers, Grenoble...

Cette disqualification du travail associatif permet aux autorités qui en usent de ne pas aborder le fond des problèmes, et peut conduire à un second niveau d'entraves : des poursuites judiciaires pour étouffer, épuiser les acteurs associatifs, y compris les médias. .../...

Ailleurs, ce sont des pertes d'agrément ou de convention qui visent à bâillonner les associations, à l'image du Génépi qui intervient depuis plus de quarante ans dans les prisons. En 2018, le ministère de la Justice lui a retiré sa convention et sa subvention annuelle en raison de ses prises de positions sur la politique carcérale.

La troisième forme d'attaques récurrentes renvoie à une brutalité physique, sur le terrain, par les forces de l'ordre, mais aussi les perquisitions, les gardes à vue... Sans surprise, les militants contre les violences policières sont des cibles privilégiées de cette répression comme les Observatoires des pratiques policières à Lille et Toulouse. Les luttes environnementales semblent de plus en plus ciblées, depuis la mise en place de la cellule de renseignement Demeter dédiée aux « atteintes au monde agricole » par le ministère de l'Intérieur en partenariat avec la FNSEA, syndicat agricole majoritaire. .../...

### **L'arme fatale : couper les subventions**

L'accumulation de ces pressions, augmentées de coupes de subventions, peuvent mettre en danger l'existence même des associations ciblées. « En France, les associations ont toujours souffert d'une forte dépendance aux financements des pouvoirs publics, précise Julien Talpin. Mais les restrictions de subventions, les transformations structurelles du financement du monde associatif avec de plus en plus de passages par des appels à projets renforcent la concurrence et compliquent leur situation. »

.../...

# Côté recherche : Confinements Covid : un recul inédit des libertés curieusement accepté

Le 08 Décembre 2023

[alternatives-economiques.fr/confinements-covid-un-recul-inedit-libertes-curieusement-accepte/00108992](https://alternatives-economiques.fr/confinements-covid-un-recul-inedit-libertes-curieusement-accepte/00108992)

[Par Hervé Nathan, journaliste, chroniqueur, titulaire d'une licence d'histoire et diplômé CFJ]

**Deux sociologues reviennent sur le confinement de masse et la répression des récalcitrants que la France a particulièrement exercée, avec des pratiques d'arbitraire policier qui ont été peu contestées.**

C'est un souvenir douloureux qui remonte à la surface : celui de « l'attestation de déplacement dérogatoire », que chacun d'entre nous remplissait avec soin avant de pousser la porte de son domicile, aux mois de mars et d'avril 2020, lorsque les pouvoirs publics imposèrent le confinement pour stopper la propagation du virus SARS-Cov2.

Deux sociologues, Théo Boulakia et Nicolas Mariot, exhument pour nous cet épisode, en cherchant à répondre à la question : pourquoi avons-nous obéi ?

Rien n'était pourtant évident face au Covid, ni les méthodes de soins, ni la tenue du système de santé, ni les mesures d'interdiction et de contrainte. Et c'est une des premières surprises de cet essai, L'attestation. Une expérience d'obéissance de masse printemps 2020, le « confinement » en particulier a prit des formes bien différentes selon les pays, leurs traditions politiques, et surtout leur appareil policier et de surveillance.

**Rares furent les Etats qui imposèrent non seulement des confinements à domicile, l'interdiction de circuler dans les espaces naturels et des instruments de répression comme l'amende forfaitaire de 135 euros distribuées à tire-larigot (plus de 1,1 million d'amendes).**

## **Pratiques arbitraires mais acceptées**

Sur l'échelle de l'enfermement de masse et de la répression des récalcitrants, la France occupe ainsi la troisième place en Europe, derrière l'Espagne et l'Italie, quand les pays du Nord apparaissent comme des terres de libertés.

Pour une efficacité à l'aune de la prévention qu'on peut juger (a posteriori) douteuse, puisque des pays qui n'ont pratiquement pas confiné leurs

populations, comme le Danemark, ont vu leur mortalité... baisser en 2020 ! Comme les auteurs, on peut s'étonner de ce que, « *une fois l'obéissance acquise, on referma la parenthèse du confinement sans vraiment se demander ce qui s'était joué dans ces semaines extraordinaires où la liberté d'aller et de venir de millions d'individus avait été presque totalement suspendue* ».

Pendant les deux premiers mois du Covid, les écoles, les entreprises, les administrations et même les rues furent vidées de leurs occupants habituels. Et pour la première fois toute la population, quel que soit son âge, genre, habitat ou position sociale fut confrontée à la pratique policière du contrôle d'identité, réservée en temps « normaux » aux hommes plutôt jeunes, noirs ou maghrébins, citadins, habitants des quartiers populaires (cocher la case...).

Des pratiques régulières d'arbitraire policier (compter le nombre de baguettes de pains dans les cabas...) furent appliquées à des personnes âgées, des ruraux, des bourgeois, etc. Et ce sans pratiquement de résistance, voire une certaine complaisance des médias qui rapportaient les débordements autoritaires.

### **Omerta statistique**

Dans ce nauffrage accepté des libertés individuelles, l'attestation dérogatoire a tenu un rôle central, puisque sa formulation, (copiée sur « l'attestation sur l'honneur »), conduisait ceux qui la remplissaient à intérieuriser les règles de la répression. Comme si déclarer « sortir de 11 heures à 12 heures » autorisait par avance les forces de l'ordre à verbaliser dès 12h01. .../...

Pour faire un premier bilan de cette expérience, les deux sociologues ont dû affronter une sorte de mur du silence. **Le gouvernement, qui avait orchestré le confinement et revendiqué hautement la répression des récalcitrants, n'est pas pressé d'ouvrir ses archives.** .../...

---

## **Sous la botte covido-fasciste**

par Vincent Verschoore ; mercredi 8 décembre 2021

[agoravox.fr/actualites/societe/article/sous-la-botte-covid-fasciste-237776](https://agoravox.fr/actualites/societe/article/sous-la-botte-covid-fasciste-237776)

[Vincent Verschoore : Blogueur intéressé par (presque) tout mais expert en rien. Cours technique et commercial. Photographe.]

**Après presque deux ans d'Etat d'exception, de manipulations anxigènes et de mesures débiles, onéreuses, violentes et sans**

**impact positif mesurable**, le cycle saisonnier continue malgré une délirante politique vaccinale. La simple annonce d'un nouveau variant africain "Omicron" relance la machine à panique et, signe caractéristique des pervers, "justifie" la culpabilisation et la maltraitance des enfants via le port du masque en classe et la menace vaccinale. De quoi cette oppression est-elle le nom ?

Opposé à l'individualisme et repoussant l'idéologie démocratique au nom de la masse incarnée dans un chef providentiel, le covido-fascisme embrigade les groupes sociaux (médecins, milices, bourgeois hypocondriaques) et justifie la violence d'État menée contre les opposants assimilés à des ennemis intérieurs, l'unité de la nation devant dépasser et résoudre les antagonismes des classes sociales dans un Santé Suprême. Dans le domaine économique, l'état conduit une politique d'endettement massif mais maintient le système économique et les activités professionnelles.

En même temps, le covido-fascisme rejette la notion d'égalité au nom d'un ordre hiérarchique naturel : il définit un « homme nouveau vacciné », un idéal de pureté sanitaire qui nourrit en particulier l'exclusion des personnes atteintes d'esprit critique, et exalte les corps hautement dosés ainsi que les vertus de l'ignorance, de la corruption et de la ségrégation.

### **Avatar de la gouvernementalité.**

Voilà, en quelques modifications de la définition de « fascisme » sur Wikipédia, ce que je proposerais comme définition de ce qui déferle actuellement, vague après vague, sur les ruines de la civilisation issue des Lumières, et la transforme en magma débilo-hystérique au bénéfice des puissantes institutions et corporations, celles-là dont les grands actionnaires et cadres supérieurs tirent les ficelles de ce que nous appelons encore « le politique ».

Cette situation n'a, en soi, rien de nouveau et ce blog parle depuis longtemps de corruption, d'État profond et de société de contrôle dont la progression est analysée depuis des décennies. **La gouvernance par des « experts » au profit d'objectifs néolibéraux relègue la démocratie au rang de folklore**, ce que Michel Foucault nommait la « *gouvernementalité* », sujet d'un bon article cette semaine dans la revue *Esprit*, dont je cite ce passage :

*Lorsque les personnes au pouvoir pensent inutile – ou sont incapables – d'entendre les citoyens, lorsque les représentations des uns et des autres diffèrent au point de juxtaposer deux mondes, alors le glissement de la gouvernementalité vers l'autoritarisme est inéluctable.* **Michaël Foessel** souligne ainsi **le lien entre avancées néolibérales et société sécuritaire** : l'appel à la vigilance qui renforce le « sécuritarisme » n'est que l'aboutissement de cette gouvernementalité qui « décentralise » l'optimum d'efficacité économique en s'appuyant sur les comportements de chacun.

C'est aussi le gouvernement des experts, censé contrebalancer les jeux politiques, qui éloigne la gouvernementalité de la démocratie. Il est fascinant de voir combien l'opinion des « experts » suit les mêmes mécanismes que ceux de l'opinion tout court. Toute pensée déviante réclame, pour être soutenue, une dose de mégalomanie et d'obsessionnalité qui renforce le caractère polémique de son auteur et la rend facile à disqualifier. **La démocratie participative, s'appuyant pour éclairer le citoyen sur des experts – forcément bien choisis –, ressemble alors au « dernier raffinement de la tyrannie ».** .../...

### **Macron, archétype du genre.**

Emmanuel Macron, en ce sens, est une forme d'archétype : un pervers narcissique placé là par ses puissants amis, un « homme providentiel » se prenant pour un dieu avec, à ses pieds, un ensemble d'institutions ineptes et corrompues, se disant voué à une mission mystique impliquant la destruction de l'ordre ancien au profit d'un ordre nouveau basé sur la surveillance et la soumission. Un ordre fondé, également, sur la ségrégation entre les « utiles » et « ceux qui ne sont rien » ou son sens équivalent actuel, entre les vaccinés et les non vaccinés.

Surveillance et soumission imposées au nom de valeurs managériales déclarées supérieures à tout ce qui préexiste, autrement dit les valeurs de la gestion de bétail appliqués à l'Humanité : santé sous la forme d'addiction obligatoire aux produits de *Big Pharma*, sécurité sous la forme du marquage et de la violence d'Etat « qui nous protège », le tout emballé au sein d'un grand narratif tel celui du « *grand reset* » de Klaus Schwab où des experts bienveillants prendront soin de nous. .../...

Des covido-fascistes apparus un peu partout tels des champignons toxiques, pénétrant les esprits malgré les boucliers que l'Histoire, nous disait-on, avait permis de placer entre nous et la barbarie. La France fut la première à réintroduire l'Ausweis en accompagnement des confinements, lâchant ses milices sur les routes et les chemins à la poursuite de « résistants », comme au bon vieux temps.

**Le système de crédit social chinois est le modèle sur lequel se base le tracing, le pass sanitaire et son infâme QR code, objet d'addiction des ségrégationnistes.** QR code devenu l'avatar numérique des petits triangles de couleur qui ornaient les habits rayés des prisonniers des camps nazis, et dont dépendait le degré d'humiliation et de violence qu'on pouvait leur imposer. .../...

### **Une éclosion flamboyante mais temporaire ?**

Le covido-fascisme s'installe mondialement, mais non sans heurts. Des manifestations anti-pass pacifiques françaises aux violences urbaines néerlandaises, pays pourtant associé à une certaine retenue, à la quasi-insurrection de la Guadeloupe, le covido-fascisme passera par la force et la

corruption. La force contre les éléments du peuple qui n'en veulent pas, la corruption pour retourner contre ces mêmes éléments les institutions, comme le système médical, censées être à leur service.

.../...

### **Une transition, mais vers quoi ?**

Le covido-fascisme est sans doute une forme de régime de transition, facilité par la pandémie et la corruption, et servant un opportunisme selon la bonne vieille stratégie du choc. Une bulle d'essai, **pour voir jusqu'où on peut manipuler les masses par la peur, leur faire faire n'importe quoi comme porter un masque chirurgical en plein air, et les scinder en groupes antagonistes où les uns sont tenus responsables des maux des autres.**

Une transition, mais vers quoi, et dans quelle mesure le succès de cette expérience sera resservi, demain, au nom de la transition énergétique, du terrorisme ou de n'importe quelle « guerre » inventée pour justifier tout et n'importe quoi ? Dans un monde où l'ignorance et la soumission sont érigées en vertus, tout redevient possible.

---

## **Le risque d'un coup d'État fasciste se précise**

25 juillet 2023 ; source : site "Contre Attaque"

[legrandsoir.info/le-risque-de-coup-d-etat-fasciste-se-precise.html](http://legrandsoir.info/le-risque-de-coup-d-etat-fasciste-se-precise.html)

La question d'un coup d'état d'extrême droite ne se pose plus en terme de possibilité mais de calendrier. La dissolution de la police n'est plus une idée déraisonnable mais une nécessité à court terme.

*« Dans une carrière de policier vous allez commettre une illégalité, forcément. Aujourd'hui on doit traiter les policiers différemment, il doit y avoir une inégalité dans le traitement des policiers en faveur de ces policiers. Il doit y avoir une excuse de violence, je pèse mes mots. Ça doit passer par une Cour particulière, ou une commission, ou un organisme particulier. »*

Ce ne sont pas les mots d'un fasciste dans les années 30, ni l'extrait d'un programme d'extrême droite radicale. Ce sont les mots de **Jean-Michel Fauvergue**, sur *Cnews*, le 22 juillet 2023.

Cet homme n'est pas seulement le sosie du méchant dans Avatar, le superflic qui massacre les habitants de Pandora pour le compte de firmes capitalistes. Jean-Michel Fauvergue est l'ancien patron du RAID, une unité de police spécialisée dans l'antiterrorisme et le grand banditisme, récemment utilisée contre les écologistes et dans les banlieues. Il a surtout

été député macroniste pendant cinq ans et est aujourd'hui conseiller de Macron sur la sécurité.

C'est donc un homme au cœur du pouvoir qui demande, sur une chaîne d'extrême droite, que les policiers censés garantir la loi bénéficient officiellement de mesures d'exception qui leur permettrait de tabasser ou tuer avec la garantie d'être protégés : « une excuse de violence ».

Fauvergue avait déjà porté la « **Loi de Sécurité Globale** » en 2020, une batterie de mesures ultra-liberticides qui augmentait les pouvoirs de la police. Il reconnaît désormais que les policiers, qu'il connaît bien, commettent tous des actes illégaux. Mais plutôt que de les en empêcher, il faudrait donc créer spécialement pour eux une justice d'exception.

Ces déclarations ont lieu alors que des centaines de policiers se mettent en arrêt maladie illégalement pour contester des décisions de justice. La CRS 8, connue pour son ultra-violence et visée par plusieurs plaintes pour violences policières, a publié une photo de la compagnie revendiquant « zéro activité » en soutien à « la BAC de Marseille », qui a laissé pour mort un jeune homme le 1 juillet, et « le collègue de Nanterre » qui a exécuté Nahel fin juin.

Que fait le gouvernement ? Rien. Il laisse des fonctionnaires armés menacer la justice et se mettre en arrêt tout en conservant leur salaire grâce à des médecins de complaisance. N'importe quelle autre profession subirait des sanctions immédiates. Des profs ou des soignantes ont été gazées pour avoir réclamé des moyens, des électriciens ont été violemment réprimés pour avoir lutté pour les retraites. Ici, le ministère accourt pour écouter les factieux.

.../...

### **Alerte rouge**

Le chef de la police française, à la tête de 150 000 agents, n'a pas un mot pour Hedi, laissé pour mort par la BAC de Marseille après s'être fait fracasser la tête. Ce qui « l'empêche de dormir », ce sont les poursuites contre l'un des responsables.

Il déclare ce dimanche : « *avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des erreurs graves* ». Le directeur de la police dit même « *comprendre l'émotion et la colère* » des policiers factieux, et appelle à « *prendre en considération les difficultés de l'exercice du métier et le contexte général dans lequel les policiers sont amenés à agir* ».

**Frédéric Veaux** est un proche de Sarkozy, marié à Véronique Malbec, nommée par Macron au Conseil Constitutionnel. Tous les postes clés de la République ont été confisqués par la même mafia.

Le message du directeur de la police a été retweeté par le compte officiel « *Porte-parole de la police nationale* ». Une heure après, le Préfet de Paris, **Laurent Nunez**, écrivait à son tour : « *Je partage les propos du DGPN. Fier d'avoir été préfet de Police des Bouches-du-Rhône.* »

C'est donc une opération concertée. Les numéros 1 et 2 de la police française valident la sédition policière en cours. C'est **un coup d'État symbolique qui viole ouvertement la séparation des pouvoirs, intimide la justice et appelle, de fait, à des mesures dictatoriales**, instaurant officiellement la police comme étant un corps autonome et hors du droit. Soit Macron et Darmanin sont au courant et valident, et c'est un bond vers un État policier et une dictature. Soit ils sont dépassés par les fascistes qu'ils dirigent et se taisent car ils sont terrorisés. Dans les deux cas c'est d'une gravité sans nom.

En quelques semaines, **nous avons subi coup sur coup le 49-3, la répression sanglante du mouvement pour les retraites, Sainte-Soline, l'antiterrorisme contre le mouvement écolo, la dissolution des Soulèvements de la Terre. Puis l'exécution de Nahel suivie d'une répression militarisée des banlieue, avec un mort, plusieurs comas et des mutilations**. Et maintenant ça. .../...

---

## **Le plan secret de Macron : les Français en garde à vue, les syndicats mis en examen, la France en liquidation judiciaire ?**

17 Avr 2023 par Jean LÉVY

[investigation.net/fr/le-plan-secret-de-macron-les-francais-en-garde-a-vue-les-syndicats-mis-en-examen-la-france-en-liquidation-judiciaire/](https://investigation.net/fr/le-plan-secret-de-macron-les-francais-en-garde-a-vue-les-syndicats-mis-en-examen-la-france-en-liquidation-judiciaire/)

ou

[canempechepasnicolas.over-blog.com/2023/04/le-plan-secret-de-macron-lzs-francais-en-garde-a-vue-les-syndicats-mis-en-examen-la-france-en-liquidation-judiciaire-par-jean-levy.html](https://canempechepasnicolas.over-blog.com/2023/04/le-plan-secret-de-macron-lzs-francais-en-garde-a-vue-les-syndicats-mis-en-examen-la-france-en-liquidation-judiciaire-par-jean-levy.html)

[Jean Lévy : Militant syndical CGT dans les banques et DSN au Crédit du Nord jusqu'à 1984 ; Membre du PCF 1956-2000 ; Auteur de livres d'histoire immédiate .../...]

La loi sur les retraites, entérinée par le Conseil constitutionnel, Emmanuel Macron n'a attendu que quelques heures pour la promulguer. Or, le président disposait d'un délai légal de quinze jours pour procéder à cette disposition.

Cette hâte présidentielle apparaît donc comme une nouvelle provocation d'abord vis-à-vis des syndicats invités par l'Élysée trois jours après cette hâtive promulgation et un bras d'honneur aux millions et millions de

Français, qui battent le pavé depuis trois mois contre la retraite portée à 64 ans.

Macron, en connaissance de cause, va à l'encontre du sentiment de l'immense majorité des citoyens, régulièrement consultés à travers des sondages catastrophiques pour le pouvoir. Celui-ci s'aliénant même la CFDT, son leader emblématique ligoté par un vote de son congrès...

**Ainsi si Macron emprunte la voie forte pour imposer sa politique, c'est certes le reflet de son caractère autoritaire et de son mépris des petites gens, c'est surtout qu'il n'a pas le choix.**

La crise de fond qui bouscule à travers le monde le système du capital, ne lui laisse aucune marge pour faire des concessions. Il n'a plus de « grains à moudre » à saupoudrer pour calmer l'ardeur des moins enragés. **La manière forte, c'est tout ce qui reste aux financiers pour imposer leurs conditions de survie.** Les mots aigres de Macron envers les États-Unis traduisent l'intensité de la guerre commerciale que livre Washington aux managers européens, dont ceux de Paris. Pourquoi voulez-vous donc que Macron soit avec les Français plus gentil ?

Certes, il a son caractère, son mépris des gens, ceux qui n'ont pas de milliards à leur disposition, de comptes en banque bien fournis. Il n'a pas passé sa jeunesse dans les cités, mais chez Rothschild, bien assis. Et depuis, c'est ce monde-là qu'il sert jour et nuit. Jusqu'à se relever à quatre heures du matin, pour signer la loi qui bafoue les retraités et ravit les coquins. .../...

---

## **Marchez... le gouvernement s'en fout!**

Alexandre Penasse. Publié le 13 mars 2023.

[kairospresse.be/marchez-le-gouvernement-sen-fout/](https://kairospresse.be/marchez-le-gouvernement-sen-fout/)

[Alexandre Penasse : Licencié en psychologie sociale et en sciences de la population et du développement...a eu jusqu'ici un parcours professionnel diversifié (instituteur, intervenant dans les prisons, psychologue). Il a son propre blog et est en charge avec Jean-Baptiste Godinot et Pierre Lecrenier du journal Kairos, journal anti-productiviste visant à promouvoir une société où les individus sont autre chose que des consommateurs .../...]

Manifestation de ce 7 mars à Paris. Quelques 700.000 personnes selon les syndicats, 80.000 selon la police... un rapport de 1 à 10 qui nous rappelle les estimations contradictoires et radicalement inégales exprimées lors des

manifestations de 2020–2022 en Belgique. Quoi qu'il en soit, le Sénat a voté, et se soucie peu de savoir combien ils étaient à protester en rue... Les politiques « avancent », inexorablement.

Chez Kairos, ayant écumé toutes les manifestations depuis 2020, nous nous questionnons :

- sur la pertinence d'encore interpellier les gouvernements ? N'est-ce pas le signe d'une méconnaissance profonde de leur véritable fonction, courroie de transmission des intérêts du capital ? Faut-il rappeler la corruption politique, les passages du public au privé et vice-versa, les comptes offshore, les proximités douteuses ? Que peut-on encore attendre d'eux ? Comment croire qu'ils travaillent pour le bien public ?

- Dans le même sens, n'est-ce pas évident que le gouvernement n'en a strictement rien à faire des manifestants ? Qu'a-t-il réellement à craindre ?

**Il joue sur la division et sait qu'il serait en danger sans le soutien de sa police, qui constitue un rempart contre la colère du peuple.** Voilà pourquoi ce gouvernement octroie aux policiers un statut spécial, qui englobe les risques et la pénibilité du métier. Cocasse, ou cynique, de savoir que les risques que prennent les policiers en encadrant les manifestants qui protestent contre une réforme des retraites qui les fera travailler plus longtemps, leur permettra eux de travailler moins longtemps.

- **Les médias conservent le monopole de la représentation du réel, désireux de ne surtout pas révéler que nombreux citoyens ne sont pas d'accord avec le gouvernement. La propagande qu'ils font révèle leur souci de maintien du système et d'éviter une révolte populaire massive.** Sans reprise en main démocratique de l'information, rien ne

semble possible. Il faut massivement et librement informer les gens, notamment en montrant aux citoyens que les arguments des gouvernements pour reculer l'âge de la pension sont faux, de purs mensonges. Macron privilégie ceux dont il se soucie réellement : les banquiers, reléguant le peuple à une simple variable d'ajustement.

- Le soulèvement des gens contre la réforme des retraites en France est légitime. Mais l'indécence généralisée ne demande-t-elle pas un soulèvement généralisé .../...

Manifester n'est-il pas devenu paradoxalement le signe d'une impuissance populaire à changer le cours de l'histoire, où les gens qui contestent, demeurent, encore paradoxalement, des moutons guidés d'un point A à un point B par des autorités qui avalisent leur trajectoire, et de ce fait circonscrivent la contestation acceptable et acceptée ?

# LE RAISONALISME ÉCONOMIQUE POUR SORTIR D'UN CYCLE INFERNAL

Alors on continue comme avant !  
(Le rationalisme peut-il nous sauver du capitalisme ?)

## 1) UN LOUP POUR L'HOMME

L'être humain a une caractéristique extraordinaire, mais ce n'est pas celle qu'on imagine. Chez nos amis, les animaux, l'un d'entre eux se retrouve généralement en position dominante envers un certain nombre de ses semblables, groupe pouvant être important mais toujours géographiquement très localisé.

Chez l'homme, un unique congénère a la possibilité de devenir plus puissant que des milliards d'autres en utilisant l'argent ou la croyance. Dans le monde animal, si des déséquilibres s'installent, ils sont toujours très contenus : on ne verra jamais une horde de milliers de loups dirigés par un seul couple reproducteur.

Les capacités spécifiques de l'espèce humaine à la parole et au savoir-faire technologique lui ont permis de remplacer la force et la violence par d'autres formes de pouvoir.

Les phénomènes d'admiration et de croyance chez les êtres humains ont poussé et poussent encore des foules d'individus à suivre les facéties d'un seul personnage, ce qui n'existe pas chez les animaux.

Les moyens de communication ayant connu un essor fulgurant, ils permettent aujourd'hui l'exercice en temps réel de ces phénomènes d'admiration et de croyance.

Avec l'aboutissement de la dématérialisation de la monnaie, la traduction en argent sonnante et trébuchante est immédiate.

**Les femmes et les hommes ont, hélas, tacitement entériné le principe qu'un de leurs congénères puisse devenir rapidement et immensément puissant à travers le système économique dans lequel nous vivons, le capitalisme, en valorisant le fait que n'importe qui - donc soi-même - pouvait devenir par l'argent un congénère plus puissant que tant d'autres, même au-delà de toute raison.**

## 2) VITESSE ET ACCÉLÉRATION

Le capitalisme traduit très directement nos excès et nos maladroites.

Il est présent dans nos esprits comme **une religion nouvelle qui n'en est pas une**, en faisant rêver toute la planète à l'argent magique.

Il est aussi ce moteur permanent dans la tête de chaque citoyen pour aller chercher le profit maximal et rapide, tout au long de l'année jusqu'au dernier jour. Cette pression économique se ressent à chaque strate de la hiérarchie sociale, et laisse de moins en moins de répit car l'objectif est toujours de gagner en marge bénéficiaire.

On a cru que le capitalisme était la garantie d'une progression de l'humanité, portée par la promesse individuelle d'enrichissement sans limite.

Hélas! Si dans un premier temps, il favorise la démocratie et l'état de droit, il dégrade progressivement ces derniers en même temps que les conditions de vie de la population, pendant que les patrimoines de quelques-uns s'envolent. Et dans les nombreux autres pays où la démocratie et l'état de droit sont quasi inexistantes, la corruption prend un essor redoutable ; car le capitalisme n'y a plus aucun frein.

Les dirigeants ou entrepreneurs corrompus sont désormais richissimes et peuvent s'accaparer chaque jour davantage, par des sociétés-écrans, les leviers économiques de leur pays, et même des pays démocratiques.

Le capitalisme est devenu mondial, et même les pays feu communistes fonctionnent désormais pleinement sous ce régime, où les fortunes illicites se fondent progressivement dans une pseudo normalité financière internationale.

### **3) UNE RÉVOLUTION D'ABORD PERSONNELLE**

Tandis que les prochaines années vont amplifier l'explosion des inégalités, les patrimoines financiers de certains vont atteindre mille fois ceux déjà impressionnants que nous connaissons aujourd'hui.

Le financement des guerres actuelles dépend beaucoup de la collusion de riches oligarques qui tiennent en réseau les rênes de l'économie, leur objectif étant de préserver ou d'accroître leur pouvoir non démocratique.

L'Occident a déjà beaucoup de difficulté à contrer ces velléités géopolitiques de plus en plus nombreuses, qu'en sera-t-il quand les patrimoines de ces protagonistes-là auront été multipliés par mille ?

C'est ce qui se profile car le capitalisme non seulement ne l'empêche pas, mais il l'encourage ! Et c'est à chacun de nous qu'il le doit puisque sans en avoir bien conscience, c'est nous-mêmes, la population mondiale, qui cautionnons le capitalisme en souhaitant conserver le principe de l'enrichissement personnel rapide et illimité.

**Pour cela nous nous enfermons dans la course au toujours plus, et si possible toujours plus vite.**

Le monde végétal qui nous entoure, quand nous ne l'avons pas gommé, est pourtant une invitation permanente à la lenteur fonctionnelle,

incompatible avec la croissance forcenée.

Alors, après des dizaines d'années d'épuisement à obtenir la fameuse croissance, notre démocratie, notre état de droit et nos modes de vie se détériorent.

Quand l'écologie gagne un peu de terrain par-ci, le capitalisme agit rapidement ailleurs pour la faire douloureusement reculer.

Il est temps d'agir, non par une révolution sanglante mais en modifiant intelligemment et profondément le capitalisme, par un système qui n'a encore pas été proposé à l'humanité : le rationalisme.

#### **4) LA CLÉ ÉCONOMIQUE**

Attention, le capitalisme n'est pas le grand responsable des maux de l'histoire, et il n'a pas que des défauts.

Cependant depuis longtemps, alors que nous aurions dû réagir, nous laissons le mal s'étendre.

Il est grand temps de rectifier le tir par une volonté constitutionnelle nouvelle, celle de casser le cycle infernal dans lequel nous sommes tous tombés.

**Les extrémismes de toute nature se nourrissent des dégâts du capitalisme et feignent de proposer des voies alternatives, sans toutefois remettre en cause le sujet crucial de l'enrichissement rapide et démesuré.**

Certes nous ne résoudrons pas cela d'un coup de baguette magique, mais nous pouvons collectivement, comme dans l'histoire pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, insuffler une volonté populaire, humaniste.

Le rationalisme économique est une voie à s'approprier et à creuser si l'on veut à moyen terme préserver la démocratie, la paix et l'écologie.

Avec un plafonnement des revenus équivalent à la valeur d'une habitation moyenne dans le pays concerné, et un patrimoine progressif correspondant à l'âge multiplié par cette valeur d'habitation moyenne, chacun pourra désormais être riche raisonnablement, sans écraser ses prochains ni dilapider les ressources naturelles, le tout en respectant les rythmes d'enrichissement à l'intérieur des frontières de chaque pays.

Les grandes entreprises, dont les nombreux actionnaires privés seront désormais tous minoritaires, auront un mode de fonctionnement de fait plus démocratique, à l'instar des mutuelles.

Un citoyen de pays développé ne pourra plus investir dans un pays émergent au-delà que ce que lui permettra le plafonnement de patrimoine dans ce dernier, la valeur moyenne de l'habitation y étant bien moindre.

Ceci évitera la déstabilisation et le pillage de l'économie des pays fragiles.

Le rationalisme économique, pilier fondamental de la construction d'une société apaisée, juste et équilibrée, pourra être mis en place pays par pays. Il permettra alors à chacun d'accéder à une richesse individuelle,

raisonnable et progressive, respectueuse de l'avancée en âge de chacun dans le cadre dans lequel il vit.

## 5) L'ACCOMPAGNEMENT

L'instauration du rationalisme économique permettra de rendre opérant de grandes réformes sociétales.

L'éducation nationale s'enrichira d'enseignements plus concrets de construction de la vie, le travail sera réorienté vers l'humain, les médias seront librement infusés de connaissance scientifique.

L'activité humaine sera taxée différemment d'aujourd'hui, la valeur manuelle d'une tâche en devenant la référence, et l'orientation écologique du travail apportera un avantage pour ses promoteurs.

Pour aider à endiguer les phénomènes de croyance et d'admiration, l'Éducation Nationale élargira sa mission à la connaissance de la vie réelle, aidé par la mise en place de la tri-disciplinarité des enseignants.

Ainsi les matières actuellement enseignées seront ramenées au tiers du temps, pour ouvrir un tiers au nombreux autres sujets de la vie, le dernier tiers étant consacré à l'explication de l'école et des grands défis de la vie d'un citoyen. Chaque enseignant verra ainsi sa nouvelle mission éducative répartie sur trois matières au lieu d'une seule.

La création d'une Éducation Nationale Médiatique aura pour objectif d'intervenir par fenêtre pop-up sur tout événement média, à l'instar du système commercial mais ici dans le seul souci de l'information scientifique et de l'ouverture culturelle d'esprit.

D'autres grands chantiers sociétaux, relégués à des domaines sans intérêt dans le système capitaliste, pourront enfin être lancés ou traités.

## CONCLUSION

Le capitalisme a déclenché une maladie immunitaire, incurable.

À vouloir s'extraire de la loi animale du plus fort, on a laissé l'argent fabriquer des monstres de puissance.

Ces derniers se nourrissent du rythme de la **croissance infernale et dévastatrice** pour prospérer, et ce sont bien les êtres humains qui le payent cher au quotidien, tout comme l'environnement.

De surcroît, ces monstres ne sont pas tous bienveillants, et certains usent de la puissance de feu en complément de la guerre économique.

**Si nous acceptons de réviser notre adoration de l'argent facile et rapide, nous pouvons progressivement choisir d'instaurer le rationalisme pour sortir de ce cycle infernal, enclencher, pays par pays, les nouvelles bases d'une société harmonisée.**

**La civilisation moderne, qui avait péniblement conquis et instauré de belles, grandes, valeurs sociétales, avance rapidement vers la perte totale de celles-ci, nous conduisant au chaos.**

Il est encore temps de changer de paradigme.

**Gustave TATOUCHE**

- Auteur essayiste

- Concepteur du rationalisme

- Dernier ouvrage "*Homicide marchand*" publié aux Éditions BoD :  
[librairie.bod.fr/homicide-marchand-gustave-tatouche-9782322440986](https://www.librairie.bod.fr/homicide-marchand-gustave-tatouche-9782322440986)

- Site web : [gustave.tatouche.free.fr/index.htm](https://www.gustave.tatouche.free.fr/index.htm)

---

Envoi personnel du 19/12/2023 d'un article par Groupe Jean-Pierre VERNANT

Site : [par: <https://www.groupejeanpierrevnant.edu.eu.org>]

## **MÉANDRES DE LA POLITIQUE : ORGANISER LE PESSIMISME**

**Source générale :** [par:

<https://www.groupejeanpierrevnant.edu.eu.org/neoliberalisme.html>

*"Le vrai courage c'est, au-dedans de soi, de ne pas céder, ne pas plier, ne pas renoncer."*

Quatre ans se sont écoulés depuis la parution de l'analyse reproduite ci-dessous sur la mutation autoritaire et illibérale du bloc centriste modernisateur. Les noms "propres" ont changé mais l'évidence est là. Tout concourt à une bascule de l'Europe dans le "**falscisme**". La CMP (commission mixte paritaire, à moins que cela ne signifie désormais "Comme Marine le Pen") de la nuit a montré un nouvel alignement des droites néoconservatrice (LR) et néolibérale (minorité présidentielle) sur les mesures de préférence nationale prônées par l'extrême-droite nationale-identitaire (Front National). Après des années de démolition méthodique des fondements du libéralisme politique, une ligne rouge de plus a été franchie — même si l'on ignore encore si la pire loi depuis le régime Vichy sera adoptée. La question n'est malheureusement plus "qu'aurions nous fait?", mais "que faisons nous?".

Cette analyse, munie d'un appareil de notes cliquable, est à retrouver paginée sur l'archive du "*groupe Jean-Pierre Vernant*" :

[par:

<https://www.groupejeanpierrevernant.edu.eu.org/neoliberalisme.html#Falsisme>

[Il s'agit du dernier billet d'une série sur les concepts du néolibéralisme: "**résumé à l'os**"; "**le néolibéralisme et ses évolutions**"; "**je, néant, vide, rien**"; "**l'Université néolibérale et la théorie du capital humain**"; "**organiser le pessimisme**"; plus une ribambelle de notes mentionnant ouvrages et articles pour références (**tout ce qu'il faut savoir sur un enfumage monstrueux et dogmatique qui pervertit jusqu'aux idéaux même de la démocratie**) qui commence ainsi :

*"Le néolibéralisme n'est ni une théorie économique ni un libéralisme hypertrophié, mais désigne simultanément une philosophie politique théorisée autour de la Seconde Guerre mondiale, un mouvement social-historique amorcé au tournant des années 1980 et une modalité de gouvernement. Il repose sur l'idée que les marchés ne se constituent pas naturellement, par génération spontanée, mais doivent être construits par la mise en concurrence des individus et des structures, ce qui suppose de produire de la différenciation – et donc un accroissement des inégalités. Il postule que la mise en concurrence est le seul processus collectif qui puisse faire émerger la Vérité, autrement inaccessible à la connaissance des individus, et qui garantit donc une efficacité productive, optimisée. Pour le néolibéralisme, l'Etat n'est pas l'ennemi à abattre : il y voit un instrument au service du marché, sous le contrôle de celui-ci – moyennant une adhésion et une adaptation de sa technocratie. **Le néolibéralisme coïncide avec une transition d'un capitalisme de profit, fondé sur la production marchande, vers un capitalisme de crédit, fondé sur la financiarisation et sur la dérégulation du marché boursier mondial. Il vise au contrôle social par un accroissement apparent de la liberté, en développant un imaginaire qui emprisonne les individus dans leurs propres désirs et qui suscite l'adhésion par l'addiction plutôt que par la discipline.**"*  
.../...]

*"Ainsi commence le fascisme. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : C'est lui ? Vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser."*

**Françoise Giroud.**

*"Dénoncer pareillement le socialisme et le capitalisme comme la descendance commune de l'individualisme permet au fascisme de se poser devant les masses comme l'ennemi juré des deux. Le ressentiment populaire contre le capitalisme*

*libéral est ainsi détourné très efficacement contre le socialisme sans aucune répercussion sur le capitalisme dans ses formes non libérales, c.a.d. corporatives. Quoique inconsciemment réalisé, la ruse est très ingénieuse. D’abord le libéralisme est identifié avec le capitalisme ; ensuite le libéralisme est mis au pilori ; mais le capitalisme en sort indemne et continue son existence, préservé sous un nouvel habillage.” Karl Polanyi, 1934.*

L’annonce de la suspension de nos activités nous a valu de nombreux courriers, très chaleureux, nous en demandant les raisons. La raison la plus profonde tient au moment politique que nous traversons, annonciateur de gros temps pour une décennie au moins, et sans doute plus. Il devient urgent de nous y préparer, ce qui nécessite d’y consacrer du temps — le bien le plus précieux dont nous disposons encore. Ayant peu de goût pour le catastrophisme, il nous a semblé important de rassembler dans ce billet des éléments analytiques sur la crise politique en cours et en particulier sur la nature des régimes qui, des États-Unis à la Hongrie en passant par le Brésil, l’Inde ou les Philippines, menacent l’autonomie de la recherche et de l’Université.

La crise politique française peut se résumer à la partition du champ politique en trois blocs: le **bloc modernisateur** au pouvoir, qui mène une politique néolibérale, un **bloc nationaliste et identitaire**, issu de la normalisation de la vieille extrême-droite, et un **bloc émancipateur** fragmenté, qui tente de reconstruire un projet social intégrant la nécessité de juguler le réchauffement climatique et l’effondrement des espèces. Aucun de ces trois blocs n’est capable de s’assurer le soutien d’une majorité de la population. **Seules, les institutions de la cinquième République ont permis à un parti comme LREM, disposant d’une base de 11% de l’électorat, d’obtenir 53% des sièges à l’Assemblée nationale**, ce qui oblige ce bloc modernisateur à avoir recours à une **répression violente et autoritaire du mouvement social pour pallier l’absence d’adhésion à son projet néolibéral.**

Cette tripartition du champ politique est le fruit de la **lente émergence d’un bloc centriste [dit] modernisateur**, décomposant la gauche de gouvernement par prélèvement de la classe moyenne éduquée, attirée par l’adhésion au projet européen, et décomposant en même temps la droite conservatrice par prélèvement des “CSP+”, cadres du secteur privé et professions libérales, par adhésion au projet néolibéral. Il s’agit là d’une stratégie délibérée, explicite dans les desseins de M. **Giscard d’Estaing** et de M. **Barre**, ainsi que dans ceux de la deuxième gauche de M. **Rocard**, de M. **Delors** puis de M. **Strauss-Kahn**, théorisés par des groupes de réflexion comme **Terra Nova** ou les **Gracques**. Or, cette recomposition

du paysage politique ne permet de constituer aucun bloc social majoritaire, ce qui est la caractéristique première d'une crise d'hégémonie. Les tentatives d'élargissement des blocs autour de partitions binaires inopérantes (écologiste vs productiviste, souverainiste vs globaliste, nationaliste vs européiste, libéral vs autoritaire, cosmopolite vs identitaire, progressiste vs populiste, rationaliste vs obscurantiste, etc.) ne font qu'accroître la fragmentation de l'offre politique, empêchant la coalition de groupes sociaux aux intérêts distincts autour d'un même projet politique et d'un même imaginaire social.

Pourtant, M. **Bolsonaro**, M. **Orbán**, M. **Salvini** ou M. **Trump** sont parvenus à reconfigurer l'espace politique en faisant émerger un nouveau bloc social dominant incluant les classes moyennes peu éduquées, les cadres du privé, les professions libérales et les détenteurs du capital financier. Pour le cas français, il s'agirait, en substance, de l'électorat de M. **Macron** et de Mme **Le Pen**, une fois écartées les classes moyennes intellectuelles (enseignants, chercheurs, journalistes, etc.), majoritairement attachées au libéralisme politique et culturel. Il s'agit donc de tenter de dégager les caractéristiques du projet politique capable de fédérer ce bloc social en écartant les qualificatifs ordinaires qui en perturbent l'analyse : post-fascisme, populisme, illibéralisme, post-démocratie, *alt-right*, etc. Les travaux sur l'émergence des fascismes au début du siècle dernier nous alertent sur un point : il est vain de chercher des invariants stricts entre des mouvements nationalistes, ceux-ci devant par nature s'adapter aux spécificités culturelles, locales. Aussi convient-il de se libérer de toute tentative de définition unitaire et totalisante d'un Ur-fascisme i.e. d'un fascisme éternel et partir de l'examen des faits.

Allons à l'évidence : **les politiques économiques et sociales menées aux Brésil, en Hongrie, en Italie ou États-Unis sont indubitablement néolibérales (dérégulation financière, flat tax, suppression de droits des salariés (loi Travail), privatisations, réduction des aides sociales, etc.)** Il n'y a là aucune coïncidence, mais une filiation intellectuelle explicite de l'entourage des présidents de ces États avec les penseurs néolibéraux de l'école Autrichienne (**Ludwig von Mises, Friedrich von Hayek**, etc.) comme de l'École de Chicago (**Milton Friedman**, etc). Si les courants de l'*Alt-right* se distinguent par des nuances quant aux questions de mœurs et quant aux références évangéliques (néoconservateurs) ou technophiles (libertariens), ils se rejoignent sur l'essentiel en promouvant une **hybridation entre néolibéralisme et fascisme**, alliant le culte de la libre concurrence au nationalisme, à la xénophobie, à l'eugénisme, au climato-négationnisme, au suprémacisme blanc, à la haine de l'altérité et au rejet des "droits civiques". Cette hybride monstrueux hérite du néolibéralisme l'idée d'un État illibéral,

réduit à sa fonction répressive, au service du marché et sous le contrôle de la sphère actionnariale. Comme n'a cessé de le répéter **Robert Paxton**, ceci constitue une différence fondamentale avec l'État planificateur et centralisé des fascismes historiques, adossés à la Nation comme communauté organique transcendant tout individualisme. S'il s'agit toujours de détruire l'institution de la société comme communauté de personnes, cela ne passe plus comme dans les totalitarismes par la disparition de l'individu mais par sa privatisation. La résurrection métastatique du mythe identitaire — la race, le sang, le chef — n'est plus affaire de masse mais d'atomisation sociale, de séparation avec l'expérience sensible.

F. Hayek et son *Road to Serfdom* servent ainsi de référence centrale à M. **Philippe** (dans la traduction de M. Barre) comme à M. **Bannon**, qui ne cesse de le citer dans les meetings auxquels il participe à travers l'Europe. M. Trump et M. Salvini vénèrent M. Laffer, le théoricien de la réduction d'impôts qui a inspiré la suppression de l'ISF portée par M. Macron. M. Salvini se réfère également à Mme **Thatcher**, pour sa conception de la liberté réduite à la liberté économique, et à Alvin Rabushka, un politiste affilié aux *think tanks néolibéraux Hoover Institute* et *Société du Mont-Pélerin*, pour la flat tax. Au Brésil, M. Bolsonaro est entouré de "*Chicago boys*" comme le ministre des finances, M. Guedes, néolibéral influencé par Milton Friedman, qui a enseigné l'économie au Chili pendant la dictature de M. Pinochet. Partisan d'un Brexit dur, M. **Johnson** s'est entouré de "libertariens" revendiqués comme M. Javid (Chancellor), M. Raab (Foreign office), Mme Patel (Home office), ou Mme Truss (International Trade Secretary), auteurs du pamphlet "*Brittania Unchained*". Il en va de même pour l'**AfD** allemand ou le **FPÖ** autrichien, deux partis postfascistes et ordo-libéraux dont des dirigeants importants ont été formés dans les *think tanks néolibéraux* (Société du Mont-Pélerin, Hayek Society, etc).

Simultanément, M. Salvini a multiplié les références à **Mussolini**, le citant par exemple le jour de son anniversaire ("*Tanti nemici, molto onore*"), dans un discours prononcé depuis le balcon de Forlì où le Duce avait assisté à l'assassinat de jeunes partisans de la démocratie. L'illibéralisme de M. Orbàn s'inspire de Carl Schmitt ; M. **Farage** ne cache pas son antisémitisme ; M. Bolsonaro se place dans la filiation explicite de la dictature brésilienne, dont il prétend qu'elle n'a "que" torturé, et pas tué, et de celle de M. Pinochet, dont il considère qu'elle n'a pas été assez loin, ne tuant pas assez de "gauchistes". Chacun de ces leaders prétend incarner le peuple, la majorité silencieuse, contre les élites technocratiques corrompues. Or le néolibéralisme d'un Friedrich Hayek ou d'un Ludwig von Mises a désigné la même cause aux maux du monde : la prétention des hauts-fonctionnaires d'État, nourris de saint-simonisme et de positivisme

comtien, à contrôler les affaires du monde. De ce point de vue, ce n'est donc pas tant l'hybride nationaliste du néolibéralisme qui est surprenant, mais bien l'hybride entre néolibéralisme et management constitué au cours des années 1970 et qui sert de programme politique au bloc centriste modernisateur. Pour sûr, **l'État-entreprise de la "start-up nation", technorationaliste, réduisant le politique à l'ordre gestionnaire**, serait apparu comme une horreur aux yeux de ces deux théoriciens néolibéraux pour qui seul le marché, construit par la mise en concurrence, peut faire émerger la "Vérité catallaxique". En revanche, il est d'une ressemblance frappante avec la technocratie autoritaire imaginée par Walter Lippmann, en rupture avec le "laissez-faire" du libéralisme comme avec l'idée démocratique. Le néolibéralisme de Lippmann repose en effet sur une élite d'experts, seule à même d'imposer, par la fabrication du consentement, les réformes nécessaires pour adapter les individus à leur environnement, soumis à l'évolution autonome des sphères économiques et techno-scientifiques.

Comment le protectionnisme nationaliste prôné par le bloc identitaire peut-il être compatible avec la dérégulation néolibérale ? Si les institutions européennes — ainsi que d'autres institutions internationales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce — ont été utilisées pour imposer, contre les souverainetés étatiques, des réformes néolibérales et unifier les marchés à l'échelle planétaire, cela n'implique nullement un rejet des frontières, puisque celles-ci permettent de mettre en concurrence les États. Lorsque M. Trump utilise la puissance coercitive de l'État fédéral américain, c'est pour contraindre les autres nations à se conformer à la logique de marché. Les théories économiques, néolibérales, s'accommodent ainsi parfaitement des nationalismes comme du "globalisme". Exemple révélateur, le Brexit a été pensé dans les cercles néolibéraux, dès la fin des années 1980, sous l'influence de Mme Thatcher. La campagne pour le Brexit a du reste été influencée par M. **Mercer**, propriétaire "libertarien" de *Cambridge Analytica* et financeur le plus important de la campagne de M. Trump, lui permettant d'imposer M. Bannon à ses côtés. L'opération a été épaulée par M. **Thiel**, fondateur de *Paypal* et de *Palantir*, soutien lui aussi de M. Trump et spécialiste des techniques de surveillance, de fichage et de contrôle des populations.

**Ces deux hybrides du néolibéralisme, l'un managérial et l'autre nationaliste, partagent non seulement les grandes lignes des orientations économiques, mais aussi les mêmes boucs émissaires à sacrifier.** Rompant avec les compromis consentis par les détenteurs du capital financier pendant l'ère fordiste, **l'ère néolibérale a méthodiquement remis en cause l'ensemble des systèmes de**

**solidarité qui assuraient des formes de sécurité aux classes moyennes et populaires** (école, santé, chômage, retraite). Dès lors, comment la sphère politique doublement soumise au système représentatif et au contrôle des investisseurs peut-elle répondre à la demande de sécurité économique, politique et culturelle des classes moyennes ? Par “l’organisation concertée de toutes les petites peurs, de toutes les petites angoisses”, ce qui suppose la surexposition aux questions migratoires et identitaires, jouant d’un imaginaire colonial encore vif. Les tenants des deux néolibéralismes usent ainsi du même **renversement de la rhétorique des révolutions française et américaine d’abolition des privilèges de l’ancien monde par un ordre nouveau** : les “privilegiés” dont le sacrifice est supposé mettre fin au déclin ne sont plus les aristocrates mais les chômeurs (fainéants), les fonctionnaires (rentiers), les militants climatiques (liberticides) et surtout, les migrants. **Le néolibéralisme identitaire, nationaliste, xénophobe et climato-négationniste est donc la réaction du néolibéralisme à sa propre crise, et en est probablement la phase terminale**. Nous renvoyons les lecteurs à l’analyse de Karl Polanyi, qui a montré comment le mythe d’un marché auto-régulateur a conduit à un processus de désencastrement de l’économie des institutions sociales et politiques, à une crise profonde du libéralisme et in fine à la montée des fascismes. Nous y sommes à nouveau et il y a si peu à ajouter à *La Grande Transformation*.

**L’hybride managérial et globaliste et l’hybride identitaire et nationaliste du néolibéralisme diffèrent fondamentalement par les rhétoriques déployées, qui s’adressent à des blocs sociaux distincts. Le premier s’adresse à la classe moyenne supérieure, en appréciant son capital culturel par un discours fondé sur la modération, sur l’idée d’expertise, sur la notion galvaudée de “progressisme”, sur l’adaptation nécessaire à un monde qui change. Il use de storytelling et d’énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescence, niant tout antagonisme, pour fabriquer le consentement. Le second apprécie le capital d’autochtonie de la classe moyenne en colère en en reprenant les codes culturels : casquette de baseball pour M. Trump, Nutella pour M. Salvini, spectacle clownesque pour M. Johnson. Il a recours au clash, à l’Ubuesque, au grotesque, en visant avant tout à susciter l’offuscation morale des “bien-pensants”. Plus le leader se trouve disqualifié par l’infâme, l’odieux, le ridicule, et plus le spectateur jouit de se reconnaître dans la figure incarnée par le souverain arbitraire, en une passion triste qui lui fait désirer son propre asservissement .**

La recomposition politique aux États-Unis date de la chute du bloc

marxiste-léniniste, et voit l'émergence de l'**Alt-right**, mouvance réactionnaire du Parti républicain opposée aux "libéraux", et mêlant néoconservateurs, suprémacistes blancs et "libertariens". Son essor, notamment avec le *Tea Party*, date de la crise financière de 2007-2008. Cependant, c'est dès les années 1970, que les théoriciens de la *Nouvelle Droite* (*New-right*) ont assimilé les éléments tactiques du gramscisme et en particulier l'investissement du champ culturel par des intellectuels organiques comme M. **de Benoist** en France, M. **Buchanan** aux États-Unis ou M. **Olavo de Carvalho** au Brésil. Une grande partie de la "guerre de position", rebaptisée "métapolitique", repose sur la falsification et le renversement spectaculaire. Ainsi, chacun connaît le concept de "*fake news*" inventé par Trump et décliné depuis *ad nauseam* en toutes sortes de dénonciations de falsification par le "*camp du Bien*". C'est ainsi que l'hybride entre néolibéralisme et post-fascisme s'est choisi le nom de "libertarian", qui signifie *libertaire* i.e. *anarchiste* en anglais, pour créer la confusion, faisant de facto de la "liberté" un moyen d'oppression. Le faux-nez "*libertarien*" sert à recruter dans les milieux éduqués et technophiles en banalisant le discours d'extrême-droite — tout en s'en défendant. L'*Alt-right* s'appuie ainsi sur une multitude de *think tanks* et de faux instituts de recherche "*libertariens*" qui financent des projets de recherche, salarient ou drainent dans leur sillage des lobbyistes, des "experts" de plateaux télévisés, des youtubeurs et des "journalistes", marchands de doute sur le climat, le tabac, les armes ou l'agriculture intensive, et promeuvent l'idée selon laquelle le consensus libéral ne serait pas assez favorable au business. La diffusion des idées se fait à la fois verticalement, grâce à des médias de masse comme *Fox News* et des sites de propagande comme *Breitbart* ou *Quillette*, et horizontalement par les réseaux sociaux, les messageries instantanée de type *Whatsapp* et les forums comme *8chan*. On estime à un milliard de dollars par an, les sommes investies dans la falsification scientifique et le lobbying par les pétroliers (e.g. les *Koch brothers* ou *ExxonMobil*), par les cigarettiers (e.g. *Philipp Morris*), par l'agrobusiness (e.g. l'*Agribusiness Parliamentary Front* au Brésil et par les Tech-millionnaires de la Silicon Valley (e.g. *Google*).

**L'extrême-droite "libertarienne" déploie des stratégies "métapolitiques" contradictoires et complémentaires pour investir le champ intellectuel, l'Université et la recherche. Elle promeut d'abord la dérégulation des normes de vérification ordinaires au nom de la liberté d'expression ("free speech") de sorte que la propagande suprémaciste, eugéniste, antisémite ou climato-négationniste puisse s'exprimer au même titre que la pensée libérale modérée.** La récente "*convention de la droite*" de Mme **Maréchal-Le Pen** a ainsi mis en scène des tables rondes feignant d'opposer des pseudo-intellectuels "libertariens" à des conservateurs post-

fascistes, obtenant l'écho recherché dans toute la sphère médiatique. L'extrême-droite "libertarienne" promeut ensuite la dérégulation des normes de probation savante pour que soient reconnus comme "scientifiques" des énoncés produits en dehors de toute méthode scientifique. Le rêve "libertarien" serait la libre publication en ligne, sans processus éditorial, sans évaluation par les pairs, sans prérequis d'une bibliographie extensive et de preuves objectivables. La propriété des moteurs de recherche donnerait ainsi le contrôle sur la véridiction scientifique. Si les biais intéressés existent dès à présent dans *Google Scholar*, les marchands de doute ont un intérêt primordial à la dérégulation : promouvoir le faux et censurer les faits scientifiques dérangeants. Exemple caractéristique, la revue *Inference* du Tech-milliardaire "libertarien", M. Thiel, mêle des articles de scientifiques reconnus, rémunérés 5 000 dollars, et des articles de falsification sur le climat ou l'évolution. Étant peu représentée au sein de l'Université, l'*Alt-right* s'attache à y dénoncer une supposée hégémonie du "marxisme culturel", qui serait portée en particulier par la philosophie et la sociologie. Parvenue au pouvoir, elle s'attaque aux libertés académiques et dépossède les chercheurs de leur autonomie, au profit d'une techno-bureaucratie à sa main. L'un des hommes d'affaire "libertariens" féru d'éducation, M. **Goodrich**, théorisait déjà dans les années 1970 : "les libertés académiques sont en réalité un déni de liberté." L'un de ses think tanks, *Liberty fund*, propose au format numérique une bibliothèque des écrits "libertariens", avec cette philosophie : "il n'y a aucune raison qu'une bibliothèque universitaire contienne plus de 5 000 ouvrages, pourvu que ce soit les bons ouvrages."

La dernière voie d'action de l'extrême-droite "libertarienne" est la promotion active d'une ***Alt-culture*** réduisant la science à la "technologie" et à la recherche de "solutions", contaminant la recherche par l'entreprenariat et la prostitution intellectuelle. Les conférences *TED* et le *Media Lab* du **MIT** en sont les exemples paradigmatiques. L'investissement massif des Tech-milliardaires "libertariens" pour constituer des réseaux de promotion de leurs idées ambitionne de priver la science de sa visée collective et désintéressée de dire le vrai sur le monde. Cette entreprise de démolition de toute éthique intellectuelle et de toute norme de véridiction, accompagnée d'une valorisation du conflit d'intérêt comme norme positive, a ceci de dangereux qu'elle use du retournement du réel en reprenant à son compte la rhétorique du progrès et de la raison.

Sa nature profonde suggère d'introduire un mot-valise pour nommer cette phase terminale du néolibéralisme : **falscisme**.

**Post-scriptum, en forme de cauchemar.**

Si l'extrême-droite "libertarienne" est associée de longue date au climato-négationnisme, et use de tout son pouvoir de nuisance pour déprécier les militants climatiques, elle prétend également détenir la solution au réchauffement climatique, qui mêle eugénisme, racisme et malthusianisme — d'où son obsession à prétendre à une origine génétique de l'intelligence, associée à une héritabilité du QI. Il suffirait, lit-on dans les publications transhumanistes de cette mouvance, de réduire l'humanité de moitié, en sélectionnant les personnes intelligentes donc adaptables. L'urgence climatique étant à l'échelle de deux décennies, un simple chiffrage de cette "solution" en ordre de grandeur nous donne un demi million de morts par jour.

« Je crois pourtant être hospitalier. Les Grecs anciens disaient que, quand on frappe à votre porte, c'est peut-être un dieu qui vient voir si vous êtes toujours disponible. C'est pourquoi ma porte et ma table sont toujours ouvertes. Je suis prêt à expérimenter tous les plats qu'on voudra, même les plus étrangers à mon goût et à mon régime. Mais on ne discute pas recettes de cuisine avec des anthropophages. Je ne souhaite ni partager leur repas ni les inviter à ma table. Le débat, l'échange des idées comme celui de la nourriture obéissent à des règles. »

**Jean-Pierre Vernant**, *Le Monde*, 8 juin 1993.

### **Groupe Jean-Pierre VERNANT**

[par: <https://www.groupejeanpierrevernant.edu.eu.org>]

---

Envoi personnel du 06/10/2023 d'un article par Guy CRÉQUIE  
Site : [guycrequie.blogspot.com](http://guycrequie.blogspot.com)

## **CRI DE COLÈRE ET D'ALARME**

**Cri de colère et d'alarme d'un vieux Monsieur, écrivain, «  
messager de la paix »  
avec la publication de son livre : « *l'Humanisme et ses diverses  
filialions à l'épreuve de la guerre* ».**

**Bonjour,**

J'ai 80 ans, je brûle mes dernières cartouches pour alerter le monde et notre pays de la fuite en avant qui est celle de nombre de dirigeants d'États !

Il y a un dérèglement climatique, incontestable ; cependant, nous connaissons les guerres, telle celle en Ukraine, lesquelles, aggravent par leurs destructions, les pollutions, le dérèglement climatique.

Que font nos dirigeants : certains déclenchent des guerres, d'autres soutiennent le terrorisme, d'autres encore, plutôt que de mobiliser leurs intelligences au service du bien, à rechercher des solutions acceptables, négociées, restent figés dans la conception d'une culture de la guerre. Ils encouragent et accentuent la course aux armements, à livrer des armes toujours plus sophistiquées et destructrices, à s'engager dans l'économie de guerre, à privilégier la conception dominante du libéralisme intransigeant, d'un système politique favorisant l'idéologie de la pensée unique ; ceci, alors que l'urgent est de respecter la dignité de la vie, de toute vie : humaine, animale, minérale, végétale... .

Cet automne, j'étais dans le Var : courant octobre, la température de la mer qui normalement est de 19° à cette époque, était de 23° sur certaines plages. Des poissons de 20 à 30 centimètres nageaient près du bord dans 50 centimètres d'eau, sans doute faute de suffisamment d'oxygène.

Si les peuples ne prennent pas en main leur destinée = on va droit dans le mur ! Or, interrogeant des personnes = [nombre d'entre elles] m'indiquaient : *« on n'y peut rien, on vit le moment présent, ce qui est pris est pris avec l'été indien ... »*

C'est un sentiment fataliste, de suivisme inconscient ! Certaines organisations à finalité humaniste, qui dénoncent les orientations actuelles, continuent cependant à organiser des congrès, conférences internationales, comme avant, avec déplacements d'avions, des croisières, etc.

Or : l'heure est aux mobilisations : l'ennuyeux, est que **le système politique et médiatique, a fait en sorte que seules les élites dirigeantes, politiques et intellectuelles, sont conviées à s'exprimer.**

Les autres : ont les réseaux sociaux où le meilleur côtoie le pire !  
Un simple citoyen : lucide, conscient, qui a des propositions, n'est pas entendu, ni même convié à s'exprimer dans les médias.

Si l'on n'est pas un acteur institutionnel ou médiatique, on n'est pas entendu, ni sollicité !

Mon livre ci-dessous = cliquer sur le lien : est un appel à la mobilisation des consciences ! S'il n'est pas lu et donc acheté, c'est une occasion de plus de manquée pour sortir du silence et de l'inaction.

[guycrequie.blogspot.com/2023/12/le-livre-evenement-lhumanisme-et-ses.html](http://guycrequie.blogspot.com/2023/12/le-livre-evenement-lhumanisme-et-ses.html)

La créativité n'est pas qu'élitiste : « *Ce sont ces commencements insignifiants aux yeux des maîtres du moment qui, cependant, finissent par faire se lever la lourde pâte de l'histoire humaine.....* »

Serai-je entendu ? Même si le doute persiste, je reste mobilisé, déterminé, acteur citoyen de mon temps.

Sinon, ci-dessous, je fais une tentative d'analyse objective de la situation mondiale.

Le constat mondial, actuel, de la situation du fonctionnement des relations internationales est le suivant :

- La réalité des États totalitaires d'un côté, soit : autocrates, expansionnistes, nationalistes, qui privilégient le passé religieux des empires antérieurs et qui dénoncent selon eux : le refus occidental du multiculturalisme politique.
  
- De l'autre, l'atout occidental, c'est encore la stabilité politique, et les supériorités technologiques et scientifiques dans maints domaines ; mais l'un de ses défauts est la course aux profits et la dégradation des conditions d'existence des couches moyennes et la réduction des parcours professionnels, promotionnels, liés au mérite et à l'effort pour les ouvriers et les employés.
  
- La démocratie a reculé dans nombre de pays occidentaux avec la montée des populismes y compris validés par la voie électorale.
  
- Une culture de la paix s'impose dans le système scolaire au plan mondial, impulsée par les Nations Unies, les Unions d'États, et par toutes les instances internationales dans toutes les sphères : commerce, travail, santé, développement, paix, climat, etc.  
La guerre qui a repris au Proche Orient donne de la crédibilité à mes propos... .

**Cordialement.**

© Guy CRÉQUIE,

Transmission personnelle le 24/12/2023 d'un article par Benoist MAGNAT

## LETTRE À UN ENFANT DE GAZA

**Source :** [vududroit.com/2023/11/lettre-a-un-enfant-de-gaza/](http://vududroit.com/2023/11/lettre-a-un-enfant-de-gaza/)

**Chris Hedges** est un reporter de guerre qui a couvert tous les conflits depuis près de 40 ans. Il a publié cette « *lettre à un enfant de Gaza* » que l'avocat **Régis de Castelneau** a traduite et publiée le 8 novembre 2023 sur son site "Vu du Droit", **Lettre à un enfant de Gaza – Vu du Droit**.

*"Cher enfant,*

*Il est minuit passé. Je vole à plusieurs centaines de kilomètres à l'heure dans l'obscurité, à des milliers de pieds au-dessus de l'océan Atlantique. Je me rends en Égypte. J'irai à la frontière de Gaza, j'irai à Rafah. J'y vais à cause de toi.*

*Tu n'as jamais pris l'avion. Tu n'as jamais quitté Gaza. Tu ne connais que les rues et les ruelles grouillantes de monde. Les taudis en béton. Tu ne connais que les barrières de sécurité et les clôtures gardées par les soldats qui entourent Gaza. Les avions, pour toi, sont terrifiants. Avions de chasse. Hélicoptères d'attaque. Drones. Ils tournent au-dessus de ta tête. Ils larguent des missiles et des bombes. Explosions assourdissantes. Le sol tremble. Les bâtiments s'effondrent. Les morts. Les cris. Les appels à l'aide étouffés viennent de sous les décombres. Cela ne s'arrête jamais. Nuit et jour. Ceux qui sont pris au piège sous les tas de béton brisé, ce sont tes compagnons de, tes camarades de classe. Tes voisins. Disparus en quelques secondes. Tu vois les visages crayeux et les corps flasques lorsqu'ils sont déterrés. Je suis journaliste. C'est mon travail de voir cela. Tués un enfant. Tu ne devrais jamais voir ça.*

*La puanteur de la mort. Des cadavres en décomposition sous du béton brisé. Tu retiens ton souffle. Tu couvres ta bouche avec un tissu. Tu marches plus vite. Ton quartier est devenu un cimetière. Tout ce qui était familier a disparu. Tu le regardes avec stupéfaction. Tu te demandes où tu es.*

*Tu as peur. Explosion après explosion. Tu pleures. Tu t'accroches à ta mère ou à ton père. Tu te bouches les oreilles. Tu vois la lumière blanche du missile et attends l'explosion. Pourquoi tuent-ils les enfants ? Qu'as-tu fait ? Pourquoi personne ne peut vous protéger ? Seras-tu blessé ? Vas-tu perdre une jambe ou un bras ? Deviendras-tu aveugle ou en fauteuil roulant ? Pourquoi es-tu né ? Était-ce pour quelque chose de bien ? Ou était-ce pour cela ? Vas-tu grandir ? Seras-tu heureux ? Que se passera-t-il sans compter amis ? Qui va mourir ensuite ? Ta mère ? Ton père ? Tes frères et sœurs ? Quelqu'un que tu connais sera blessé. Bientôt. Quelqu'un que tu connais va mourir. Bientôt.*

*La nuit, tu t'allonges dans l'obscurité sur le sol en ciment froid. Les téléphones sont coupés. Internet est coupé. Tu ne sais pas ce qui se passe. Il y a des éclairs de lumière. Il y a des vagues de commotions cérébrales. Il y a des cris. Cela ne s'arrête jamais.*

*Quand ton père ou ta mère part pour chercher de la nourriture ou de l'eau, tu attends. Cette sensation terrible dans l'estomac. Reviendront-ils ? Les reverras-tu ? Ta minuscule maison sera-t-elle la prochaine ? Les bombes de trouveront-elles ? S'agit-il de tes derniers moments sur terre ?*

*Tu bois de l'eau salée et sale. Cela te rend très malade. Tu as mal au ventre. Tu as faim. Les boulangeries sont détruites. Il n'y a pas de pain. Tu ne manges qu'un repas par jour. Des pâtes, un concombre, bientôt, cela te semblera un festin. un festin.*

*Tu ne joues pas avec ton ballon de foot en chiffons. Tu ne fais pas voler ton cerf-volant fabriqué à partir de vieux journaux.*

*Tu as vu des journalistes étrangers. Nous portons des gilets pare-balles avec le mot PRESS écrit dessus. Nous avons des casques. Nous avons des caméras. Nous conduisons des jeeps. Nous apparaissions après un attentat à la bombe ou une fusillade. Nous nous asseyons longuement autour d'un café et discutons avec les adultes. Puis nous disparaissions. Nous n'avons pas l'habitude d'interviewer les enfants.*

Mais j'ai fait des interviews quand des groupes d'entre vous se sont rassemblés autour de nous. Riant. Nous demandant de vous prendre en photo.

J'ai été bombardé par des avions à Gaza. J'ai été bombardé dans d'autres guerres, des guerres qui ont eu lieu avant votre naissance. Moi aussi, j'avais très, très peur. J'en rêve encore. Quand je vois les images de Gaza, ces guerres me reviennent avec la force du tonnerre et de la foudre. Je pense à toi.

**Tous ceux d'entre nous qui ont été à la guerre détestent la guerre avant tout à cause de ce qu'elle fait aux enfants.**

J'ai essayé de raconter votre histoire. J'ai essayé de dire au monde que **lorsque vous êtes cruel envers les gens, semaine après semaine, mois après mois, année après année, décennie après décennie, lorsque vous refusez aux gens la liberté et la dignité, lorsque vous les humiliez et les enfermez dans une prison à ciel ouvert, lorsque vous les tuez comme s'ils étaient des bêtes, ils finissent par être en rage. Alors ils font aux autres ce qu'on leur a fait.** Je l'ai répété encore et encore. Je l'ai raconté pendant sept ans. Peu d'entre eux ont écouté. Et maintenant ils vous font ça.

Il y a des journalistes palestiniens très courageux. Trente-neuf d'entre eux ont été tués depuis le début de ce bombardement. Ce sont des héros. Il en va de même pour les médecins et les infirmières de vos hôpitaux. Il en va de même pour les travailleurs de l'ONU. Quarante-neuf d'entre eux sont morts. Il en va de même pour les ambulanciers et les médecins. Il en va de même pour les équipes de sauvetage qui soulèvent les dalles de béton avec leurs mains. Il en va de même pour les mères et les pères qui vous protègent des bombes.

Mais nous n'en sommes pas là. Pas cette fois. Nous ne pouvons pas entrer. On nous l'interdit.

Des reporters du monde entier se rendent au poste-frontière de Rafah. Nous y allons parce que nous ne pouvons pas assister à ce massacre et rester sans rien faire. Nous y allons parce que des centaines de personnes meurent chaque jour, et parmi eux 160 enfants. Nous y allons parce que ce génocide doit cesser. Nous y allons parce que nous avons des enfants. Comme toi. Précieux. Innocents. Aimés. Nous y allons parce que nous voulons que tu vives, que vous viviez.

*J'espère qu'un jour nous nous rencontrerons. Tu seras un adulte. Je serai un vieil homme, bien que pour toi je sois déjà très vieux. Dans mon rêve pour toi, je te trouverai libre, en sécurité et heureux. Personne n'essaiera de te tuer. Vous volerez dans des avions remplis de gens, pas de bombes. Vous ne serez pas pris au piège dans un camp de concentration. Vous verrez le monde. Vous grandirez et aurez des enfants. Vous deviendrez vieux. Vous vous souviendrez de cette souffrance, mais vous saurez qu'elle signifie que vous devez aider les autres qui souffrent. C'est ce que j'espère. C'est ma prière.*

*Nous vous avons laissé tomber. C'est l'horrible culpabilité que nous portons. Nous avons essayé. Mais nous n'avons pas fait assez d'efforts. Nous irons à Rafah. Beaucoup d'entre nous. Journalistes. Nous nous tiendrons à l'extérieur de la frontière avec Gaza en signe de protestation. Nous allons écrire et filmer. C'est ce que nous faisons. Ce n'est pas grand-chose. Mais c'est quelque chose. Nous raconterons à nouveau votre histoire.*

***Peut-être cela suffira-t-il pour me donner le droit de te demander pardon."***

**Chris HEDGE**  
traduit par **Régis de CASTELNAU**  
Site : [vududroit.com](http://vududroit.com)

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>